

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 13 AVRIL 2016

L'an deux mille seize, le treize avril, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **6 avril 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Éric VERNHÈRES, Philippe VIALA.

Absents excusés : Corinne BOUTIÉ, Thierry VIALARD.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

ORDRE DU JOUR

1. Avis sur le projet d'extension de l'installation de stockage de céréales (RAGT) à Port de Salomon sur le territoire de la commune de Damiatte
2. Approbation de la convention relative à l'installation du médecin
3. Renouvellement de la convention avec l'association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout
4. Personnel communal : renouvellement des contrats d'accompagnement dans l'emploi – Avancements de grade
5. Durée d'amortissement des subventions d'équipements versées
6. Vote des taux des taxes directes locales
7. Votes des comptes de gestion, comptes administratifs et des budgets : commune, service assainissement, production d'énergie photovoltaïque
8. Questions diverses

1) Avis sur le projet d'extension de l'installation de stockage de céréales à Port de Salomon sur le territoire de la commune de Damiatte (2016/13)

M. le Maire présente la demande et le dossier reçus le 17 mars 2016 de la RAGT PLATEAU CENTRAL, en vue d'obtenir l'autorisation d'extension d'une installation de stockage de céréales à Port de Salomon sur le territoire de la commune de Damiatte au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par arrêté en date du 29 février 2016, M. le Préfet du Tarn a demandé l'ouverture d'une enquête publique relative à cette demande pour la période du 4 avril 2016 au 4 mai 2016.

Le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur cette demande d'autorisation.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- donne un avis favorable à la demande d'extension d'une installation de stockage de céréales à Port de Salomon sur le territoire de la commune de Damiatte, déposée par la RAGT PLATEAU CENTRAL, située route de Fauch – 81012 ALBI cedex 9 et représentée par M. Gildas Moumas.
- charge Monsieur le Maire de transmettre cet avis à M. le Préfet.

2) Convention relative au dispositif d'aide à l'installation d'un médecin généraliste (2016/14) –

Annexe 1

Par délibération n°2016/01 du 4 février 2016, le Conseil municipal a décidé de prendre en charge certaines dépenses pour faciliter l'installation d'un médecin généraliste sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux.

Le Docteur Alexandre Maisonneuve ayant confirmé son souhait d'installation sur la Commune, M. le Maire présente le projet de convention qui précise les modalités d'attribution et de remboursement des aides de la Commune ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la convention relative au dispositif d'aide à l'installation d'un médecin généraliste comme joint en annexe ;
- autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

3) Avenant à la convention avec l'association « Accueil de loisirs en Pays d'Agout » (2016/15) –

Annexe 2

M. le Maire rappelle les termes de la convention avec l'association « Accueil de loisirs en Pays d'Agout » validée par délibération n° 2013/33 le 27 juin 2013.

L'association « Accueil de loisirs en Pays d'Agout » en charge des activités NAP (nouvelles activités scolaires) et ALAE (accueil de loisirs périscolaires) a présenté le bilan des actions et le bilan financier de l'année 2015 ainsi que le budget prévisionnel 2016.

M. le Maire propose de réviser le montant de la subvention versée à l'association et de fixer la contribution à 25 977 € pour l'année scolaire 2015/2016.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte la proposition de M. le Maire ;
- Approuve l'avenant n°2 à la convention ci-annexé.
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

4) Services techniques – Renouvellement des contrats d'accompagnement dans l'emploi (2016/17)

M. le Maire informe que divers chantiers pouvant se réaliser en régie par les services techniques restent à mener. Actuellement deux agents bénéficient d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi ; il précise que leurs contrats arrivent à échéance.

En conséquence, M. le Maire propose de renouveler les contrats suivants :

- Convention n°08114P0116700 du CAE sur une base de 20 heures par semaine à compter du 17 mai 2016 pour une durée de 6 mois.
- Convention n°08113p0053800 du CAE sur une base de 20 heures par semaine à compter du 1^{er} juin 2016 pour une durée de 6 mois.

M. le Maire ajoute que, parallèlement, sur la durée de ces contrats, des actions de formation devront être envisagées.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de renouveler :
 - la convention n°08114P0116700 du CAE sur une base de 20 heures par semaine à compter du 17 mai 2016 pour une durée de 6 mois
 - la convention n°08113p0053800 du CAE sur une base de 20 heures par semaine à compter du 1^{er} juin 2016 pour une durée de 6 mois ;

- Autorise Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi et les services de l'Etat pour ce recrutement ;
- Précise que la collectivité bénéficiera d'aides dans les conditions arrêtées dans la convention conclue avec l'Etat, ainsi que de l'exonération des cotisations dues au titre des assurances sociales familiales, dans la limite du SMIC.

5) Modification du tableau des effectifs : création/suppression d'emploi (2016/17)

M. le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal compte tenu des nécessités du service, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination de l'agent inscrit au tableau d'avancement de grade établi pour l'année 2016.

Cette modification, préalable à la nomination, se traduit par la création de l'emploi correspondant au grade d'avancement.

- Vu le tableau des emplois,
- Vu l'avis de la Commission administrative paritaire du Centre de gestion du Tarn du 8 mars 2016,

M. le Maire propose à l'assemblée, la création de :

- un emploi d'adjoint technique de 1^{ère} classe à temps non complet à raison de 30 heures hebdomadaires à compter du 01/01/2016 ;
- un emploi de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 01/07/2016.

Par ailleurs, il demande aux membres de l'assemblée de supprimer :

- un emploi d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet (30/35^{ème})
- un emploi de rédacteur

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- accepte la modification du tableau des emplois proposée ;
- précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

6) Modification du régime indemnitaire des agents communaux (2016/18)

- **VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- **VU** le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 modifié et l'arrêté du 23 novembre 2004 relatifs à l'indemnité d'administration et de technicité ;
- **VU** la délibération du 19/12/2013 portant sur le régime indemnitaire ;

M. le Maire propose de modifier le régime indemnitaire pour faire suite aux avancements de grade 2016 et à la modification du tableau des effectifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- élargit, à compter du 1^{er} janvier 2016, en faveur du personnel suivant l'indemnité d'administration et de technicité, selon le taux de base réglementairement en vigueur et le coefficient de grade ci-après :

| Grades | Montant de référence annuel au 01/07/2010 | Nombre de bénéficiaires | Coefficient de modulation maximum |
|--|--|-------------------------|-----------------------------------|
| Adjoint technique de 1^{ère} classe | 464.30 € | 1 | 8 |

- charge M. le Maire de fixer par arrêté le montant individuel à l'agent.
- cette délibération complète les délibérations antérieures relatives au régime indemnitaire.

7) Durée d'amortissement des subventions d'équipements versées (2016/19)

M. le Maire informe le Conseil Municipal que conformément aux règles définies par l'instruction budgétaire et comptable M 14, l'amortissement des subventions d'équipement versées aux organismes publics au compte racine 204 est obligatoire pour toutes les communes sans considération de seuil démographique.

L'amortissement doit commencer à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant le versement de la subvention d'équipement.

Depuis 2016, la M14 prévoit que les durées d'amortissement des subventions d'équipements peuvent aller jusqu'à 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations.

M. le Maire rappelle que la Commune a versé au SIAEP Vielmur-St Paul en 2015 une subvention d'équipement pour les travaux d'extension du réseau d'eau « chemin de la Plaine ».

M. le Maire propose de conserver la même durée d'amortissement que celle appliquée actuellement dans ce cas, soit 15 ans.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Fixe les durées d'amortissement des subventions d'équipement comme suit :
 - biens mobiliers, matériel ou études : 5 ans
 - biens immobiliers ou installations : 15 ans
- Charge M. le Maire d'exécuter la présente délibération

8) Approbation du Compte Administratif et du Compte de Gestion (2016/20)

Le Conseil Municipal,

délibérant sur le compte administratif de l'année 2015, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- prend acte de la présentation faite du compte de gestion et du compte administratif, lesquels peuvent se résumer ainsi :

| Section de fonctionnement | | Section d'investissement | |
|----------------------------------|--------------------|---------------------------------|----------------------|
| Dépenses | 870 073,61 € | Dépenses | 337 373,08 € |
| Recettes | 898 765,07 € | Recettes | 294 275,81 € |
| Résultat | 28 691,46 € | Résultat | - 43 097,27 € |

| Résultat d'exécution du budget | | | | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------------|
| | Résultat clôture au 31/12/2014 | Résultat de l'exercice | Intégration résultats CDE | Résultat clôture au 31/12/2015 |
| Fonctionnement | 277 365,60 € | 28 691,46 € | - € | 306 057,06 € |
| Investissement | 40 284,01 € | - 43 097,27 € | 3,05 € | - 2 810,21 € |
| Total | 317 649,61 € | - 14 405,81 € | 3,05 € | 303 246,85 € |

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- approuve le compte de gestion de l'exercice et certifie qu'il est conforme aux écritures dudit compte administratif.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

9) Affectation du résultat de l'exercice 2015 sur la gestion de l'exercice 2016 (2016/21)

Le Conseil Municipal,
après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice, considérant qu'il convient de déterminer le besoin de financement de la section d'investissement ainsi qu'il suit :

| | | | | |
|---|---|-----------------------|------------------|------|
| Déficit d'investissement cumulé au 31/12/2015 | | | 2 810,21 | (D1) |
| Reste à réaliser en dépense au 31/12/2015 | Chapitre 21 Chapitre 23 Divers | 85 000,00 1 500,00 | | |
| <i>Total reste à réaliser</i> | | 86 500,00 | (D2) | |
| TOTAL DES DEPENSES A FINANCER (D2) | | | 86 500,00 | (D3) |
| Excédent d'investissement cumulé au 31/12/2015 | | | (R1) | |
| Reste à réaliser en recette au 31/12/2015 | Chapitre 10 Chapitre 13 Chapitre 16 Divers | 10 377,00 | | |
| <i>Total reste à réaliser</i> | | 10 377,00 | (R2) | |
| TOTAL DES RECETTES (R1 + R2) | | | 10 377,00 | (R3) |
| BESOIN DE FINANCEMENT (D1 + D3)- R3 | | | 78 933,21 | |
| Après avoir constaté le résultat de fonctionnement à 31/12/2015 | | | | |
| Résultat comptable de l'exercice | | 28 691,46 | | |
| Résultat antérieur reporté | | 277 365,60 | | |
| RESULTAT CUMULE A AFFECTER | | 306 057,06 | | |
| Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit : | | | | |
| Excédent de fonctionnement capitalisé à inscrire au C/1068 du budget 2016 | | 78 933,21 | | |
| Report à nouveau (C/11 de la balance) à inscrire ligne 002 du budget 2016 | | 227 123,85 | | |

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

10) Budget primitif (2016/22)

Le Conseil Municipal,
après avoir examiné le budget primitif 2016, approuve ledit budget, qui s'équilibre, conformément aux tableaux ci-annexés, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de :

| Section de fonctionnement | | Section d'investissement | |
|---------------------------|----------------|--------------------------|--------------|
| Dépenses | 1 069 602,85 € | Dépenses | 284 515,06 € |
| Recettes | 1 069 602,85 € | Recettes | 284 515,06 € |

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

11) Taux d'imposition des taxes directes locales (2016/23)

Le Conseil Municipal,
- après avoir délibéré du taux d'imposition applicable en 2016 à chacune des taxes directes locales,

- DECIDE de modifier les taux d'imposition des quatre taxes pour l'année 2016 comme suit :

| TAXES | TAUX 2015 | TAUX 2016 | Produit assuré |
|--------------|-----------|---------------|---------------------|
| T.H. | 13,67% | 13,94% | 157 940,00 € |
| F.B. | 14,95% | 15,25% | 129 351,00 € |
| F.N.B. | 66,78% | 68,12% | 32 698,00 € |
| C.F.E. | 23,00% | 23,46% | 26 228,00 € |
| TOTAL | | | 346 217,00 € |

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

12) **Assainissement – Approbation du Compte Administratif et du Compte de Gestion (2016/24)**

Le Conseil Municipal,

délibérant sur le compte administratif de l'année 2015, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- prend acte de la présentation faite du compte de gestion et du compte administratif, lesquels peuvent se résumer ainsi :

| Section d'exploitation | | Section d'investissement | |
|-------------------------------|-------------------|---------------------------------|----------------------|
| Dépenses | 23 323,40 € | Dépenses | 76 666,71 € |
| Recettes | 26 180,97 € | Recettes | 12 033,90 € |
| Résultat | 2 857,57 € | Résultat | - 64 632,81 € |

| Résultat d'exécution du budget | | | |
|---------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| | Résultat clôture au 31/12/2014 | Résultat de l'exercice | Résultat clôture au 31/12/2015 |
| Exploitation | 62 752,47 € | 2 857,57 € | 65 610,04 € |
| Investissement | 45 637,11 € | - 64 632,81 € | - 18 995,70 € |
| Total | 108 389,58 € | - 61 775,24 € | 46 614,34 € |

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- approuve le compte de gestion de l'exercice et certifie qu'il est conforme aux écritures dudit compte administratif.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

13) **Assainissement – Affectation du résultat de l'exercice 2015 sur la gestion de l'exercice 2016 (2016/25)**

Le Conseil Municipal,

après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice, considérant qu'il convient de déterminer le besoin de financement de la section d'investissement ainsi qu'il suit :

| | | |
|---|-------------|-----------------------|
| Déficit d'investissement cumulé au 31/12/2015 | | 18 995,70 (D1) |
| Reste à réaliser en dépense au 31/12/2015 | Chapitre 21 | 3 210,00 |
| | Chapitre 23 | |
| | Divers | |
| <i>Total reste à réaliser</i> | | 3 210,00 (D2) |
| TOTAL DES DEPENSES A FINANCER (D2) | | 3 210,00 (D3) |

| | | |
|---|---|------------------|
| Excédent d'investissement cumulé au 31/12/2015 | | (R1) |
| Reste à réaliser en recette au 31/12/2015 | Chapitre 10 Chapitre 13 Chapitre 16 Divers | |
| <i>Total reste à réaliser</i> | | 0,00 (R2) |
| TOTAL DES RECETTES (R1 + R2) | | 0,00 (R3) |
| BESOIN DE FINANCEMENT (D1 + D3)- R3 | | 22 205,70 |
| Après avoir constaté le résultat d'exploitation au 31/12/2015 | | |
| Résultat comptable de l'exercice | | 2 857,57 |
| Résultat antérieur reporté | | 62 752,47 |
| RESULTAT CUMULE A AFFECTER | | 65 610,04 |
| Décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit : | | |
| Excédent de fonctionnement capitalisé | | 22 205,70 |
| à inscrire au C/1068 du budget 2016 | | |
| Report à nouveau (C/11 de la balance) | | 43 404,34 |
| à inscrire ligne 002 du budget 2016 | | |

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

14) Assainissement – Budget primitif (2016/26)

Le Conseil Municipal,
après avoir examiné le budget primitif 2016, approuve ledit budget, qui s'équilibre, conformément aux tableaux ci-annexés, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de :

| Section d'exploitation | | Section d'investissement | |
|------------------------|-------------|--------------------------|-------------|
| Dépenses | 67 328,95 € | Dépenses | 66 630,35 € |
| Recettes | 67 328,95 € | Recettes | 66 630,35 € |

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

15) Photovoltaïque – Approbation du Compte Administratif et du Compte de Gestion – Affectation du résultat 2015 sur la gestion de l'exercice 2016 (2016/27)

Le Conseil Municipal,
délibérant sur le compte administratif de l'année 2015, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

- prend acte de la présentation faite du compte de gestion et du compte administratif, lesquels peuvent se résumer ainsi :

| Section d'exploitation | | Section d'investissement | |
|------------------------|-------------------|--------------------------|-------------|
| Dépenses | 285,20 € | Dépenses | 87 399,95 € |
| Recettes | 2 093,11 € | Recettes | 87 399,95 € |
| Résultat | 1 807,91 € | Résultat | - € |

| Résultat d'exécution du budget | | | |
|--------------------------------|--------------------------------|------------------------|--------------------------------|
| | Résultat clôture au 31/12/2015 | Résultat de l'exercice | Résultat clôture au 31/12/2016 |
| Exploitation | 1 921,23 € | 1 807,91 € | 3 729,14 € |
| Investissement | 0,01 € | - € | 0,01 € |
| Total | 1 921,24 € | 1 807,91 € | 3 729,15 € |

- constate la régularité des opérations,
- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- approuve le compte de gestion de l'exercice et certifie qu'il est conforme aux écritures dudit compte administratif,
- décide d'inscrire le résultat de clôture de la section d'exploitation à la ligne 002 du budget 2016.

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

16) **Photovoltaïque – Budget primitif (2016/28)**

Le Conseil Municipal,
après avoir examiné le budget primitif 2016, approuve ledit budget, qui s'équilibre, conformément aux tableaux ci-annexés, tant en recettes qu'en dépenses à la somme de :

| Section d'exploitation | | Section d'investissement | |
|------------------------|------------|--------------------------|------------|
| Dépenses | 9 999,14 € | Dépenses | 4 370,01 € |
| Recettes | 9 999,14 € | Recettes | 4 370,01 € |

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention.

17) **CCAS – Approbation du compte administratif et du compte de gestion (2016/29)**

M. le Maire rappelle que, par délibération n°2015/63 du 10 décembre 2015, le Conseil municipal a supprimé le CCAS et propose d'approuver le compte administratif et le compte de gestion du CCAS.

Le Conseil municipal, excepté M. le Maire celui-ci ayant quitté la séance, délibérant sur le compte administratif de l'année 2015, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

- prend acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

| Section de fonctionnement | |
|----------------------------------|-----------------|
| Dépenses | 3 379,10 € |
| Recettes | 4 044,94 € |
| Résultat | 665,84 € |

| Résultat d'exécution du budget | | | |
|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| | Résultat de clôture au 31/12/2014 | Résultat de l'exercice | Résultat de clôture au 31/12/2015 |
| Fonctionnement | 4 979,90 € | 665,84 € | 5 645,74 € |
| Total | 4 979,90 € | 665,84 € | 5 645,74 € |

- constate la régularité des opérations et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,
- certifie que le compte de gestion de l'exercice 2015 est conforme aux écritures dudit compte administratif,

Délibération adoptée à l'unanimité sans abstention, en l'absence de M. le Maire.

18) **Questions diverses**

Renouvellement du PEDT

Une réunion est organisée le lundi 9 mai 2016 avec le comité de pilotage pour le renouvellement du PEDT.

L'association en charge de l'ALAE a fait part du manque de salles pour les activités et demande à avoir une salle supplémentaire, vu la suppression d'un poste d'enseignant à la prochaine rentrée.

Point sur les consommations

M. le Maire présente l'évolution des consommations à période égale sur la partie éclairage public de la Régie (avec lampes LED sur une grande partie des mâts) :

- 2016 : 66 752 Kwh consommés – Coût 9 015 €

- 2015 : 83 091 Kwh consommés – Coût 16 212 €

Considérant les économies d'énergie réalisées Il a été demandé à la Régie de mettre des lampes LED sur les mâts de la Place.

Projet Usine hydroélectrique du Moulin

M. le Maire présente le nouveau projet concernant la mise aux normes de l'usine hydroélectrique du Moulin : l'ouvrage disparaît, l'usine est sous l'eau et est submergé en permanence. Les berges de l'Agout sont mises en valeur.

Ratios de la Commune

M. le Maire présente quelques données transmises par Mme Anne Deux, Trésorière :

Part des foyers non imposables sur la Commune : 50,2 % (moyenne départementale : 46,9 %, moyenne nationale : 38,8 %)

Valeur locative moyenne des locaux d'habitation de la Commune : 2 735 (moyenne départementale : 2 224, moyenne nationale 2 560)

SIAEP

Les enveloppes du marché du projet d'interconnexion avec l'IEMN ont été ouvertes, pas d'économies constatées par rapport à l'estimatif.

Les six mois perdus pour la réalisation des différentes études sont rattrapées par le calendrier prévisionnel des entreprises, donc l'eau de l'IEMN arrivera fin 2016 et coulera chez les particuliers début 2017.

Influenza aviaire

Eric Vernhères est inquiet sur le confinement des volailles des particuliers. Les producteurs débutent le vide-sanitaire et il est important que les détenteurs de volailles appliquent le confinement pour éviter toute propagation de la maladie.

M. le Maire informe que plusieurs propriétaires ont recensé leur basse-cour, mais il est difficile de connaître le nombre exact de particuliers détenteurs de volailles sur la commune.

Dates à retenir :

- Commission sociale : jeudi 21 avril 2016 à 11 heures
- Nettoyage des berges : samedi 30 avril 2016 à 8h30
- Cérémonie du 8 mai à 12 heures

Fin de séance.

ANNEXE 1



CONVENTION

entre la Commune de SAINT PAUL CAP DE JOUX

et M. Alexandre MAISONNEUVE

LES PARTIES PRENANTES

Entre les soussignés :

La Commune de Saint Paul Cap de Joux,

Domiciliée 1 Place de l'Hôtel de Ville – 81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX

Représentée par Monsieur Laurent Vandendriessche, Maire de Saint Paul Cap de Joux, agissant au nom et pour le compte de ladite commune, en exécution de la délibération du conseil municipal du **13 avril 2016,**

Ci-après dénommée la Commune, d'une part,

et

M. Alexandre MAISONNEUVE, médecin généraliste,

Domicilié 137 rue de la Poste – 59213 BERMERAIN

Inscrit au tableau de l'ordre des Médecins du Nord sous le N°59/23605

Ci-après dénommé le Médecin, d'autre part

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le dispositif d'aide à l'installation d'un médecin généraliste sur la commune de Saint Paul Cap de Joux, de préciser les modalités d'attribution et de remboursement des aides de la Commune ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties.

La présente convention est établie pour une durée de 5 ans à compter du 19/12/2016. Au terme de cette convention un bail de location pourra être consenti entre les parties.

Article 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Afin de faciliter l'installation d'un médecin sur la Commune, le Conseil municipal, par délibération n°2016/01 du 4 février 2016, a décidé de prendre en charge les dépenses suivantes :

- Prise en charge financière du déménagement : 5 484.00 € TTC
- Achat de matériel et de logiciel informatique : 5 644.99 € TTC
- Mise à disposition gratuite d'un cabinet médical pendant 5 ans

Le bâtiment mis à disposition du Médecin pour exercer exclusivement son activité de médecin généraliste est situé à Saint Paul Cap de Joux – 6 Place du Foirail, sur la parcelle A 1288.

La Commune s'engage à effectuer les travaux de mise aux normes d'accessibilité nécessaires et mettra également à disposition du Médecin un bureau et 10 chaises.

Les contrats de maintenance et de contrôle de conformité à la réglementation concernant les installations thermiques et électriques ainsi que les équipements d'incendie et de sécurité (chaudière, extincteurs, installations électriques...) seront souscrits et pris en charge par la Commune.

Article 3 : ENGAGEMENTS DU MEDECIN

Le Médecin :

- s'engage à exercer sur la Commune de Saint Paul Cap de Joux pendant 5 ans à compter du 19/12/2016
- s'oblige à respecter les règles de sécurité applicables à l'activité
- s'engage à maintenir les locaux mis à disposition en bon état permanent d'entretien pendant la durée de la convention (le ménage et les menus travaux d'entretien relevant du locataire)
- ne pourra faire aucune démolition, aucun changement de distribution, aucune modification, sans l'accord exprès de la Commune
- s'engage à informer dans les plus brefs délais la Commune de tout dommage constaté dans les locaux mis à disposition et à signaler tout problème de sécurité dont elle aurait connaissance
- s'engage à prendre en charge tout dommage causé aux locaux en cas de dégradations relevant de sa responsabilité

Obligation d'assurance

Le Médecin souscrira auprès d'une compagnie notoirement solvable :

- une assurance responsabilité civile au titre des activités qu'il exerce dans le local mis à sa disposition.
- une assurance dommage aux biens, et notamment contre les explosions, incendies et dégâts des eaux.

Le Médecin fournira à la Commune la copie des contrats d'assurance souscrits ou bien une attestation d'assurance.

La Commune ne saurait être tenue pour responsable des vols et dégradations commis dans le local mis à disposition.

Article 4 : CONDITIONS FINANCIERES

La mise à disposition du bâtiment situé 6 Place du Foirail est consentie à titre gracieux pour une durée de 5 ans.

Les fluides (eau, électricité) sont pris en charge par la Commune durant la mise à disposition gratuite des locaux.

Le Médecin se charge de l'ouverture des lignes téléphoniques et internet dont il souhaite disposer. Il assurera le règlement de toutes les dépenses liées à l'installation et à l'utilisation du téléphone et de l'internet.

En cas de départ avant le terme des 5 années d'exercice, le Médecin devra rembourser à la Commune les frais engagés par la Commune pour son installation : 11 128.99 € (déménagement et matériel/logiciel informatique)

Article 5 : AVENANT / RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant à ce document.

Chacune des parties peut résilier la présente convention si l'autre partie contrevient aux obligations ou conditions établies par celles-ci, en adressant un courrier recommandé avec accusé de réception

..... /

notifiant les manquements constatés. La résiliation intervient de plein droit s'il n'est pas remédié aux dits manquements dans un délai de trois mois à compter de la réception dudit courrier.

Article 6 : RESOLUTION DES LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

A défaut, tout contentieux devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Saint Paul Cap de Joux, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Commune,
Le Maire,
Laurent Vandendriessche

Le Médecin
Alexandre Maisonneuve

ANNEXE 2



AVENANT N°2 A LA CONVENTION BIPARTITE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR L'ORGANISATION DU CENTRE DE LOISIRS ASSOCIE A L'ECOLE (CLAE)

Entre

La Commune de Saint Paul Cap de Joux représentée par M. Laurent VANDENDRIESSCHE, dument habilité par délibération n° 2016/15 du 13 avril 2016, et désignée sous le terme « la commune », d'une part,

Et

L'Accueil de Loisirs en Pays d'Agout, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Cité du Château 81570 VIELMUR SUR AGOUT, représentée par sa présidente, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,
N° SIRET : 420 393 381 00017

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le conseil municipal a confié la gestion de l'accueil périscolaire à l'association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout depuis la rentrée scolaire 2013/2014 lors de la réforme des rythmes scolaires avec pour principal objectif d'améliorer l'accueil de l'enfant tout au long de sa journée scolaire en lui proposant des activités sur les temps périscolaires.

Considérant le travail accompli par l'association, le conseil municipal souhaite poursuivre ce partenariat.

L'association a présenté le bilan des actions et le bilan financier 2015 ainsi que le budget prévisionnel 2016.

Afin de permettre l'équilibre de cet accueil périscolaire la subvention versée à l'association ALPA doit être révisée.

ARTICLE 5 – CONTRIBUTION FINANCIERE, MODALITES DE VERSEMENT

La contribution annuelle pour l'année 2015/2016 est fixée à 25 977 €.

ARTICLE 9 - AVENANT

Date d'effet de l'avenant : 1^{er} septembre 2015.

Les autres termes de la convention restent inchangés.

Saint Paul Cap de Joux, le

Pour l'association,
La Présidente

Pour la Commune,
Le Maire

